

DEPENDANCE
2023
EHPAD "Sainte Venisse"
CETON

Reçu en Préfecture le : 21 décembre 2022
Publié en ligne le : 21 décembre 2022

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORNE,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R314-184 et l'annexe 3-7,

VU la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Décret n°2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers afférents à l'hébergement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes (EHPAD) relevant du I et II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles,

VU l'Arrêté du Président du Conseil départemental du 17 août 2022 fixant la valeur de référence du point groupe iso-ressources départemental 2022 à 7,00 €,

CONSIDERANT la validation du GMP de l'établissement à 701 en date du 14 juin 2018,

CONSIDERANT l'annexe activité transmise par l'établissement,

SUR PROPOSITION du Directeur général des services du Département de l'Orne,

ARRETE

Article 1 L'allocation personnalisée d'autonomie est financée, pour les ressortissants de l'Orne, par le Conseil départemental sous la forme d'un forfait global versé directement à l'EHPAD "Sainte Venisse" à CETON. Elle est versée par douzième le 20 de chaque mois, ou si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour précédent cette date.

Article 2 Le montant versé par le Département de l'Orne, au titre de l'année **2023**, est fixé à **205 615,53 €**. Le calcul de ce montant est annexé au présent arrêté.

Article 3 Les tarifs journaliers dépendance applicables à l'EHPAD sont fixés ainsi :

	Tarifs
GIR 1-2	19,95 €
GIR 3-4	12,66 €
GIR 5-6	5,37 €

Article 4 Conformément à l'article R.314-188, la quote-part du tarif dépendance applicable aux résidents de moins de 60 ans s'élève à **15,94 €**.

Article 5 Les tarifs mentionnés dans les articles 3 et 4 sont applicables à compter du **1^{er} janvier 2023 et jusqu'à la tarification 2024**.

Article 6 La valeur point GIR pour 2023, après convergence, s'élève à **7,00**.

Article 7 Compte tenu de la réglementation qui prévoit l'obligation aux Départements de fournir à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, des éléments statistiques relatifs à l'APA, l'établissement devra fournir l'état de présence des résidents, selon les modèles fournis, pour chaque semestre et suivant l'échéancier ci-après :

1^{er} semestre N : 31 mars N
2^{ème} semestre N : 30 septembre N

ANNEXE
CALCUL DU FORFAIT GLOBAL DEPENDANCE 2023
EHPAD "Sainte Venisse" - CETON

Total des points GIR selon GMP validé le 14/06/2018	75 640
Capacité girée	91
Capacité autorisée en hébergement permanent	91
Total des points utilisés pour le calcul du forfait	75 640

Forfait convergence (A)	529 480,00 €
Reprise de résultat déficitaire (B)	0,00 €
Forfait convergence net (C) = (A) - (B)	529 480,00 €
Participation des résidents au titre du GIR 5-6 (D)	175 679,55 €
APA versée par les autres Départements (E)	165 103,92 €
Quote-part des résidents de moins de 60 ans (F)	0,00 €
Forfait global dépendance versé par le Département de l'Orne (G) = (C)-(D)-(E)-(F)	188 696,53 €
Financement complémentaire non pérenne (H)	16 919,00 €
Montant total versé par le Département de l'Orne (I) = (G)+(H)	205 615,53 €

NB : Le montant à reporter au niveau des ressources dépendance de votre EPRD s'élève à 546 399,00 €.

Article 8 Une copie du présent arrêté sera adressée à l'établissement concerné par lettre recommandée avec accusé de réception,

Article 9 M. le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Conseil départemental.

ALENCON, le 20 DEC. 2022

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation
Le Directeur général des services



Gilles MORVAN

Les recours contre le présent arrêté devront parvenir au Greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nantes – 2 place de l'Edit de Nantes – BP 18529 – 44185 NANTES CEDEX 04) dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes sur le site du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr).